

# Génocide au Rwanda : les Mitterrandiens sommement Glucksmann de s'excuser

Laurence Peuron

France Inter, 15 mai 2019

**Hubert Védrine, Paul Quilès, Roland Dumas ou Élisabeth Guigou : 23 ex-ministres demandent des excuses à Raphaël Glucksmann, tête de liste PS aux Européennes, qui accuse François Mitterrand de complicité dans le génocide survenu au Rwanda en 1994. L'entourage du candidat regrette une « instrumentalisation ».**

Ce devait être un des moments forts de la campagne du PS, avec les figures tutélaires de la gauche à la rescousse d'une liste en passe de réaliser son pire score aux européennes. Christiane Taubira mercredi soir à Rouen, puis l'ancien Premier Ministre Bernard Cazeneuve jeudi à Lyon prêtent main forte à la tête de liste Raphaël Glucksmann, crédité au mieux de 5,5% dans les sondages.

Jamais dans l'histoire du PS, le parti n'a fait moins de 13 % aux européennes. Et pour couronner le tout, les Mitterrandiens s'invitent dans le débat, outrés d'entendre la tête de liste Raphaël Glucksmann affirmer que François Mitterrand serait coupable de complicité lors du génocide au Rwanda (800 000 morts dans le conflit entre Tutsis et Hutus, d'avril à juillet

1994).

## Des accusations maintes fois répétées

Ces 23 anciens ministres socialistes d'Hubert Védrine à Paul Quilès, Roland Dumas, Elisabeth Guigou, ou Jack Lang ont écrit une lettre au patron du PS, pour lui demander des excuses et celle de sa tête de liste. On lit aussi noir sur blanc la signature de Bernard Cazeneuve, l'ancien Premier ministre, rapporteur de la mission d'enquête de 1998 sur le génocide rwandais. Il n'a en réalité pas donné explicitement son accord, même s'il conteste avec force les positions de Raphaël Glucksmann sur la complicité présumée de l'Etat français dans le génocide.

Plus qu'une faute politique, c'est un « *crachat sur la tombe* » de François Mitterrand : voilà en substance ce qu'écrivent ces anciens ministres socialistes, dans cette lettre adressée le 9 mai à Olivier Faure, Premier Secrétaire du Parti. Ces signataires sont ulcérés par les accusations répétées de l'essayiste sur la responsabilité de l'ancien président dans le génocide rwandais, comme par exemple avec ces pro-

pos tenus sur l'antenne de Radio J, le 5 mai dernier :

- Raphaël Glucksmann : « *Franchement c'est le plus grand scandale de la V<sup>ème</sup> République. La France a armé, soutenu financièrement, soutenu politiquement des génocidaires* »

- Le journaliste : « *Mais François Mitterrand ? Part de responsabilité ?* »

- Raphaël Glucksmann : « *Bien sûr. Il était Président* »

## Excuses réclamées

Paul Quilès, qui fut cinq fois ministre de François Mitterrand et auteur d'un rapport de 17 000 pages sur la tragédie rwandaise, ne décolère pas. Pour lui, que l'homme qui porte la campagne du Parti Socialiste puisse considérer le vainqueur de 1981 comme complice du génocide est une profanation. Paul Quilès et Hubert Védrine, qui était secrétaire général de l'Elysée lors du génocide de 1994, vont être reçus par le patron du PS Olivier Faure : ils souhaitent une clarification et des excuses publiques.

Le patron du PS, lui, ne se mouille pas. Il s'en remet à Emmanuel Macron, auquel il demande l'ouverture des documents classifiés secret défense sur le génocide tutsi qui a fait 800 000 morts entre avril et juillet 1994 .

Paul Quilès explose : « *Quelle hypocrisie ! J'ai eu accès à tous les documents importants pour mon rapport. La plupart des documents sont déjà déclassifiés. Rien ne justifie qu'on parle de complicité de la France* », dit-il à France Inter.

« *Ce que raconte Glucksmann, c'est la vulgate du 'Club Kagamé' [Paul Kagamé, président tutsi de la République du Rwanda depuis 2000], ce club des*

*gens qui veulent à tout prix jeter l'opprobre sur l'attitude de la France en 1994* ».

Ça ne suffira pas à calmer la colère des Mitterrandiens qui exigent des excuses publiques. « *C'est bien mon genre* » répond, bravache Olivier Faure, qui recevra toutefois Paul Quilès et Hubert Védrine en début de semaine prochaine. Un ancien ministre de François Hollande, resté fidèle au Parti socialiste, dénonce :

« *C'est une affaire de corne-cul doublée d'une offensive malveillante* »

En réaction, l'entourage de Raphaël Glucksmann, répond que « *pour ce qui est du génocide des Tutsis au Rwanda* », la position de la tête de liste « *est connue de tous et ce depuis des années* ». « *Il a même réalisé un documentaire sur le sujet il y a 15 ans. Sa position est claire, elle ne date pas d'hier et elle n'a pas changé. Nous nous étonnons que certains fassent mine de la découvrir et instrumentalisent un sujet aussi grave en pleine campagne électorale* », ajoute l'entourage du candidat.

## Drôle de coïncidence

Au PS, on souligne cette drôle de coïncidence : une lettre qui n'avait pas vocation à être rendue publique qui sort en même temps que la tribune d'Elisabeth Guigou dans l'*Opinion*. L'ancienne garde des Sceaux de François Mitterrand, signataire de cette lettre des 23, y explique : « *Pourquoi je soutiens l'engagement européen d'Emmanuel Macron* ».

Très clairement, pour les proches d'Olivier Faure, ce sont les socialistes transmués macronistes qui sont à la manoeuvre. « *Ces gens qui, comme*

*Elisabeth Guigou ou Hubert Védrine, jours là où il s'exerce, c'est plus fort ne peuvent se résigner à ne plus être qu'eux »* tacle un haut responsable du PS. Et qui vont tou-